

L'Europe est aux côtés des femmes polonaises dans leur lutte pour les droits humains, déclarent les S&D

01/10/2016

Le Groupe S&D a appelé le parlement polonais à arrêter immédiatement ses travaux sur les propositions d'élargissement de l'interdiction de l'avortement aux cas de viol et d'inceste. L'appel a été lancé par une délégation d'eurodéputés S&D, venus à Varsovie pour rencontrer des spécialistes des affaires constitutionnelles et des ONG de défense des droits des femmes, ainsi que pour participer, aux côtés de milliers de Polonais, à la manifestation contre les propositions relatives à l'avortement.

La délégation se compose du viceprésident S&D Josef Weidenholzer, de la porteparole du Groupe pour les libertés civiles, la justice et les affaires intérieures Birgit Sippel, de la porteparole S&D chargée de l'égalité des sexes Marie Arena et de l'eurodéputée Sylvia Kaufmann.

Marie Arena, eurodéputée et porte-parole du Groupe S&D pour les questions concernant les femmes et l'égalité des sexes, a déclaré ceci :

« Même les lois existantes en Pologne sont parmi les plus restrictives d'Europe. En effet, à quelques exceptions près, celles-ci privent des milliers de femmes de tout accès légal à l'avortement. Or, les nouvelles propositions vont encore plus loin et menacent encore plus gravement la santé, les droits fondamentaux et la dignité humaine fondamentale des femmes. Ces propositions impliquent qu'une jeune fille de treize ans, violée par un parent, deviendrait une criminelle en mettant fin à sa grossesse. Nous autres, en tant que femmes et Européens, avons la responsabilité de défendre les droits de ces jeunes filles. Et nous sommes fiers de marcher ici, aujourd'hui, côte-à-côte avec des milliers de femmes et d'hommes polonais, pour la défense des droits fondamentaux. »

Birgit Sippel, eurodéputée et porteparole S&D pour les libertés publiques, la justice et les affaires intérieures, a indiqué ce qui suit :

« Nous sommes ici, ce weekend, pour afficher notre soutien aux citoyens, à la société civile et à la démocratie polonais. En effet, l'appartenance à l'UE implique le respect d'une série de principes inaliénables. Or, ceux-ci sont menacés en Pologne. Nous sommes donc ici, aujourd'hui, pour soutenir la lutte des femmes polonaises pour leurs droits fondamentaux. Le parlement polonais doit entendre la volonté de la population et rejeter ces propositions dans leur entièreté. »

« Par ailleurs, nous ne devons pas fermer les yeux sur les changements déjà introduits par le gouvernement polonais. En effet, les modifications de la loi sur la presse et sur la cour constitutionnelle menacent l'indépendance et des médias et du judiciaire. Il n'y a pas que le Groupe S&D à l'affirmer, c'est l'avis de tous les organismes internationaux indépendants qui ont étudié la question. Dans ce contexte, la Pologne doit immédiatement changer de cap et accepter les propositions avancées par la Commission européenne. »